

# RAPPORT SUR LES CRIMES COMMIS CONTRE LES ROHINGYAS D'AOÛT à DÉCEMBRE 2017 DANS L'ÉTAT DE RAKHINE (BIRMANIE)

## ASPECTS DE LA VIOLENCE

**La Fuite :** Les villages semblent attaqués par surprise. Les réactions des habitants varient peu: ils fuient, souvent sous le feu ; ceux qui parviennent à s'échapper vont, dans un premier temps, dans les rizières adjacentes au village. Le lieu qui revient le plus souvent est le canal d'irrigation, qui permet d'observer les événements (exactions, incendie) dans le village tout en demeurant relativement caché - un canal d'irrigation fait entre 10 et 50 centimètres de profondeur; ils sont aussi cachés par les plants de riz.

Une fois que l'armée a quitté les lieux, les villageois quittent leur première cachette pour se diriger vers un *muro* (terme commun au rohingya et au chittagonien qui signifie à la fois forêt, colline, montagne - un lieu qui n'est ni le village, ni une terre cultivée), à proximité du village. Tous les témoignages recueillis font état d'une période prolongée dans ces lieux - souffrants de faim, traumatisés, soignant les blessés, dans l'incertitude quant au sort de leurs proches. Durant cette période, des petits groupes d'hommes retournent dans les villages pour chercher des survivants, de la nourriture, ou enterrer les morts. Ces expéditions sont parfois meurtrières : dans deux cas au moins, ces hommes se retrouvent nez-à-nez avec des soldats qui les exécutent.

**Androcide et éliticide :** Les deux principales dimensions de la violence, telle qu'elle est rapportée, apparaissent être l'androcide et l'éliticide.

La violence faite aux femmes est avérée par les témoignages des Rohingyas et les rapports de Razia Sultana (2018) et du OHCHR (2017). Néanmoins, les hommes entre 20 et 30 ans sont de manière disproportionnée les victimes principales des exécutions commises entre août et novembre 2017. Il y aurait dans les camps, selon HAEFA, 50% de mineurs, 30% de femmes et 20% d'hommes, un « déficit » qui appelle à une enquête plus poussée. Quand ils prennent le temps de choisir leurs victimes, les soldats tuent des hommes. Les exécutions et mutilations commises à Inn Din apparaissent paradigmatiques: des centaines de villageois rohingyas sont rassemblés par les soldats et des civils armés ('milice paramilitaire' selon Reuters) qui choisissent dix hommes dans une foule assise et apeurée de 200 personnes ; ces dix hommes sont alors isolés, puis exécutés de sang froid, dont deux à l'arme blanche (Lone, Soe Oo et alii, 2018). Et l'armée, et les civils armés, ont, selon l'enquête de Reuters, laissé les autres Rohingyas s'enfuir.

Par ailleurs, plusieurs Rohingyas interrogés ont souligné que leurs élites (personnes éduquées notamment, mais aussi propriétaires terriens et des leaders locaux), qui sont presque exclusivement des hommes, seraient aussi ciblés par l'armée birmane. Deux sortes de chefs locaux, capables de constituer des groupes de travail de plusieurs centaines d'hommes à la fois, auraient été exécutés. Au moins deux enseignants rohingyas auraient été ciblés, des soldats se rendant à leurs domiciles pour les exécuter. Ce sont d'ailleurs les seules exécutions en milieu urbain qui ont été rapportées. L'éliticide demande toutefois à être vérifié par une enquête plus poussée.

Le ciblage éventuel du patrimoine musulman en Arakan, dénoncé mais rarement vérifié, demande aussi à être investigué. Un auteur bangladais, Jamal Uddin, qui a passé neuf mois sans être jugé dans une prison en Birmanie en 2008 pour une recherche en Arakan sur ce patrimoine, vient de publier un ouvrage sur la question, *Niyontrito Arakan e Nirjateeto Rohingya* (Chittagong : Balaka Prakashan, 2018).

### **Une population sans défense**

(1) Les civils Rohingyas n'ont pas d'armes. Pas un seul acte d'auto-défense n'a été signalé lors des attaques contre les villages ou réfugiés Rohingyas, ni par nos informants, ni dans les autres rapports, ni même, à notre connaissance, par les autorités birmanes. Ce sont donc des tueries commises de sang-froid.

(2) La quasi-absence d'une classe éduquée constitue un facteur important de la situation des Rohingyas. L'accès à l'éducation étant limité depuis l'indépendance, on n'a vu émerger une petite élite intellectuelle. Ils n'ont ainsi pu produire un contre-discours aux représentations qui depuis au moins l'indépendance construisent dans l'espace publique et dans les médias birmanes les Rohingyas comme la figure de l'ennemi.

En l'absence de juristes, d'ONG, et de fonctionnaires Rohingyas, cette population n'a pu actionner, lors des vagues de répressions précédentes (1978, 1991, 2012, 2016) des mécanismes institutionnels.

(3) Un peuple sans alliés. A l'hostilité des autorités birmanes, on doit ajouter l'indifférence des pays musulmans de la région. En 2012, l'Indonésie et la Malaisie, pays à majorité musulmane où les opinions publiques soutiennent ouvertement les Rohingyas, ont formellement refusé d'accueillir des réfugiés Rohingyas. La seule contribution de la Malaisie est actuellement un hôpital de campagne sous-équipé et insalubre. L'Indonésie participe peu à l'effort humanitaire. L'opinion publique dans la Thaïlande voisine soutient essentiellement le gouvernement birman. Moshe Yegar (2009) notait déjà dans sa thèse de doctorat il y a plus de 40 ans que les Rohingyas ne tentent pas de construire des alliances transnationales. Au Bangladesh même, la population Chittagonienne a fait des efforts considérables, mais marque aujourd'hui des signes d'appréhension. Les premiers réfugiés fin août ont été accueillis par les habitants, eux même démunis. L'opinion publique Bangladaise a longtemps été très favorable, et l'armée et le gouvernement Bangladais doivent être reconnus pour leurs efforts. Néanmoins une fatigue se fait sentir dans la population, de même qu'une ensemble de craintes : démographique et sécuritaire notamment. Les mariages entre Rohingyas et Bangladais ont été officiellement interdits par les autorités dès 2014.

(4) **L'absence de représentation**, de leadership et d'interlocution est le fait le plus saillant et l'absence la plus préjudiciable à des Rohingyas traumatisés et politiquement amorphes. Cette situation n'est pas nouvelle, comme le notait Yegar (2009 : 321) « Les Musulmans d'Arakan n'ont pas été capable de produire un leadership organique qui puisse les rassembler dans leur entier voire même dans leur majorité. » Déjà dans les années 60, des Rohingyas installés et éduqués à Rangoon tentaient et échouaient à se constituer en groupe ou en représentants politiques qui parviennent à fédérer au-delà de leur groupe (Yegar, c.p. 2018). Cela semble avoir été également le cas dans les dernières décennies d'organisations aux allures de groupuscules qui servent commodément d'épouvantails à Rangoon, comme l'Organisation Rohingya de Solidarité et l'Organisation Nationale des Rohingyas d'Arakan. Même dans la situation actuelle qui voit se rassembler 700.000 Rohingyas dans un espace de 5 kilomètres sur 10, aucun leadership n'a semble-t-il émergé, soit sous la forme d'une organisation, soit sous celui de leaders « organiques ». L'absence totale d'interlocution véritable et légitime donne aujourd'hui aux autorités bangladaises, aux agences des Nations Unies et aux ONGs internationales une « prise » sur les intérêts des Rohingyas. Lors des réunions hebdomadaires de la Cellule de Coordination de l'aide humanitaire à Cox's Bazaar, où siègent et dialoguent 30 organisations internationales sous l'égide des Nations Unies, aucun représentant rohingya n'est présent.

### **Qui tue ?**

Les soldats et officiers de l'armée birmane sont les exécutants principaux des violences et tueries commises contre les Rohingyas. Ils sont identifiés par les victimes à leurs uniformes verts. Ces forces de répression sont parfois assistées par le corps des gardes-frontières, identifiés, eux, à leurs uniformes gris. Enfin un témoignage cite l'intervention meurtrière de la police birmane – uniformes noirs. Les témoignages sont néanmoins divers sur les atrocités : certains informants ont été les témoins d'exécution d'enfants et d'actes de mutilation; d'autres pas. La nature des atrocités suggère que chez plusieurs officiers et soldats les ultimes blocages éthiques se sont fracturés, rendant toute possible. Même si elle est loin d'être partagée par tous les soldats, cette levée des inhibitions est suffisamment grave pour mériter une réflexion à part. Enfin, l'utilisation de drogues par l'appareil de répression, à l'instigation ou pas de leurs supérieurs, demande à être vérifiée.

De même en ce qui concerne le rôle exact et l'étendue de la participation de civils maughs et chakmas – identifiés crument dans les médias et les rapports d'Amnesty, de Human Rights Watch, et des Nations Unies à leur affiliation religieuse. Dans tous les cas rapportés ici sauf un, où ils auraient participé aux exactions, ces civils servent d'informateurs, ne sont pas armés, et désignent aux soldats les maisons à incendier en priorité. Ils sont habillés comme des soldats, qui les auraient fournis en uniformes. Dans certains cas, ce sont les voisins des victimes, qui les reconnaissent malgré le chaos de l'attaque, ce qui évoque des « massacres de voisins » --c'est partiellement le cas du massacre de Inn Din tel que documenté par Lone et Soe (2018). Dans d'autres en revanche, ces Maughs sont inconnus des villageois attaqués. La question cruciale de leur motivation, qui pourrait être distincte de celle des forces officielles de répression, mérite mieux que des généralisations dans les médias et ne saurait se résumer à une seule cause – haine religieuse ou intérêts matériels.

De nombreuses incertitudes demeurent sur les objectifs de l'armée birmane. Plutôt que d'encercler le village, les soldats entrent souvent par un seul côté. Ils semblent parfois tirer des rafales au hasard ou en

l'air ; quand ils prennent le temps de cibler leurs victimes, ils choisissent souvent des hommes. Ils ne poursuivent pas, d'après les témoignages recueillis, les villageois qui s'enfuient. Pas un seul témoignage ne fait état de soldats pénétrant dans les rizières ou dans les *muros* à la poursuite des survivants. En outre, les témoignages qui mentionnent le racket perpétré par les forces de sécurité à la frontière font ressortir par défaut l'opportunité qu'elles auraient eu de tirer. Par ailleurs, plusieurs milliers de Rohingyas ont choisis de demeurer en Rakhine encore aujourd'hui, y compris dans des villages attaqués et en partie rasés. Enfin, les témoignages de deux *maghis* de Merulla (voir plus haut) font état de conversations téléphoniques entre eux et un officier birman. Ce dernier les a poussé à partir, menaces de mort à l'appui, mais ne les a pas pourchassés. D'autres témoignages suggèrent que, en plusieurs occasions, des forces de répression au contact des colonnes réfugiés, ont eu l'opportunité de tuer et ne l'ont pas fait - et parfois, oui, ils tirent et tuent. Les témoignages recueillis suggèrent donc que l'intention première de l'appareil répressif birman a été de vider les cantons de Maungdaw, Buthidaung et Ruthidaung de leur population musulmane - à n'importe quel coût. La campagne de terreur menée par l'armée (atrocités, y compris contre des enfants et nourrissons, viols, mutilations) pourrait s'inscrire dans cet objectif. Néanmoins, seule une enquête poussée en Birmanie, sur les ordres transmis, leurs auteurs, et l'éventuelle marge d'interprétation des officiers qui les ont reçu pourra déterminer les responsabilités, voire les causes.

Enquête menée par Jean-Philippe Belleau  
Université du Massachusetts à Boston  
Membre du réseau des experts du GITPA  
mars 2018